

MANIFESTE

Nous, agents signataires du site de Poitiers , nous exprimons à travers ce manifeste nos difficultés liées à la suppression de la BHR.

Les missions de la BHR se répartissent actuellement sans réelle communication préalable, sans instruction et en tout état de cause sans le consentement des agents.

Ainsi, nous sommes démunis face :

- à l'absence d'une partie de l'entretien des voitures réalisées auparavant par la BHR (nettoyage, pression des pneus, contrôle des niveaux, transport aux garages, etc.);
- aux travaux de manutention au sein du bâtiment, tel que les déménagements d'armoires et de bureaux en cas de mobilité interne et services extérieurs;
- à l'entretien courant du bâtiment (changement de néon, l'enlèvement des cartons, la purge des radiateurs ou encore les abords du site autre que les espaces verts , etc...)
- à l'absence de compétence en reprographie afin de réaliser des documents reliés mais également participer à l'approvisionnement de la DR en ramette de papier;
- à l'affranchissement du courrier, au suivi des bordereaux d'envoi, aux envois de colis via le prestataire Géodis, à l'établissement d'accusés de réception, et à l'accueil des transporteurs

En complément de cet inventaire non exhaustif, nous éprouvons un sentiment d'insécurité en raison de l'absence d'agents armés à l'accueil, dans le contexte sécuritaire actuel;

Notre bâtiment identifié comme service de l'État, héberge désormais une Brigade de surveillance avec des marchandises saisies et une armurerie qui peuvent faire l'objet de convoitise.

Aucune sensibilisation à une situation d'intrusion n'a été réalisée.

Il n'existe pas non plus de code "contrainte" sur l'alarme pour signaler d'un danger.

Les agents n'ont pas la compétence pour s'interposer à cas de passage forcé.

Par ailleurs, nous notons que malgré la mise en place d'interphones, certains prestataires et usagers semblent désorientés par l'absence de personnel.

De manière plus générale, c'est un sentiment d'abandon de la charte Marianne qui prédomine.

La BHR répondait rapidement aux questions douanes et savait orienter les appels des usagers en cas de besoin.

Cette tâche vient alourdir nos services tout en diminuant notre temps de disponibilité.

La BHR a fermé en septembre 2023 et nous sommes forcés de constater que malgré les palliatifs mis en place, cela ne marche pas. Le départ de Pascal Tardif, non remplacé, sera également préjudiciable.

Non seulement les choses ne se font pas ou se font mal, mais cela génère également du stress et de la tension entre collègues.

La suppression de la BHR développe un sentiment de dégradation de service et de déclassement de notre administration.

Nous en sommes d'autant plus affectés, que nous sommes **la seule DR sans BHR** de la DINA.

On compte 3 agents à Bayonne, 4 à Bordeaux.

Notre direction est pourtant la plus étendue de l'interrégion avec tout ce que cela engendre en termes de déplacements et d'activités.

C'est donc en raison d'un **sentiment d'iniquité et d'injustice** que nous demandons le rétablissement pérennisé de la BHR avec des agents en uniforme.

Cette requête plus que légitime est émise par les agents et soutenue par l'intersyndicale.

Nous ne pouvons plus palier aux suppressions chroniques d'emplois que connaît notre direction.

Notre bien être et la qualité de nos services rendus sont maintenant grandement impactés.